

PERCEPTIONS LATINO-AMÉRICAINES

PAR

GUSTAVO TARRE (*)

Il convient ici de présenter une vision régionale et non régionale, ce qui ne manque pas de soulever certaines difficultés : il faut considérer, en même temps, par exemple le Brésil et le Salvador, une trentaine de pays différents, au nombre desquels on hésite toujours à inclure ou non les pays anglo-saxons des Caraïbes. Aussi bien s'agit-il de la vision d'un Latino-américain, qui comporte nécessairement des généralisations et des simplifications, et peut-être un tropisme vénézuélien particulier. C'est poser la question de l'identité latino-américaine. Cette identité existe assurément : elle repose sur un sentiment d'appartenance commune, mais aussi de perception commune par le monde extérieur; elle repose également sur le partage d'immenses problèmes – le défi du développement, de la modernisation, le choc avec l'économie et le modèle culturel américain – et sur la volonté de les résoudre solidairement.

L'Amérique latine est un vaste ensemble de 20 millions de km² et de 350 millions d'habitants. C'est aussi une région marquée par les écarts sociaux parmi les plus graves dans le monde. Cent millions d'habitants vivent dans une misère totale, quatre vingt millions en-dessous du seuil de pauvreté. Le retour de la démocratie, le rétablissement des flux de capitaux n'ont pas freiné le développement des inégalités. Tout cela à une époque où les modèles paraissent épuisés. Le « *socialisme réel* » n'existe plus, mais sa chute ne constitue pas une preuve *a contrario* des bontés du modèle néo-libéral de capitalisme ou de marchés sauvages dont le coût social est exorbitant et les résultats beaucoup moins convaincants que ce que l'on pouvait escompter.

S'agissant de la perception de la politique extérieure de la France, on doit distinguer d'un côté la perception de cette politique d'un point de vue global, et de l'autre la perception de l'action spécifique de la France envers l'Amérique latine. Il faut ainsi envisager d'abord les intentions, les orientations, les grands principes : la vision que la France a du monde, de la mondialisation, des échanges économiques, de la démocratie, de la culture, de l'homme. On reste alors dans le domaine normatif et déclaratoire, celui de l'universel. Il faut ensuite considérer l'action de la France en Amérique

(*) Professeur à l'Université centrale du Venezuela, ancien parlementaire.

latine. Sans vouloir anticiper sur la conclusion de ce propos, on peut d'ores et déjà observer que la première approche est très riche et que la deuxième est très très limitée.

LA FRANCE ET L'UNIVERSEL

Les Américains du Nord ont défini l'Amérique latine comme leur « *arrière-cour* ». Si les États-Unis sont partout présents dans le monde, cette « *hyperpuissance* » unique magnifie sa présence en Amérique latine : présence économique ; présence politique – on perçoit souvent l'ambassadeur américain comme un proconsul, beaucoup plus que comme un diplomate ; présence dans les mondes de l'information, de la culture, de la gastronomie et même du sport. Bornons-nous à constater cette omniprésence, sans la critiquer ou l'expliquer, pour souligner l'importance pour l'Amérique latine de la possibilité d'autres références, qu'elles soient françaises ou européennes.

Comment, à cet égard, ne pas être d'accord avec la vision française du monde, telle qu'elle est, par exemple, exprimée par le Président Chirac, évoquant le devoir de : « *contribuer de façon décisive à l'équilibre du monde, d'encourager le mouvement irrésistible vers un monde multipolaire, d'organiser une relation harmonieuse entre puissances installées et puissances émergentes, et enfin de mieux maîtriser la mondialisation irréversible des technologies et des marchés grâce à l'action des organisations internationales chargées de la faire appliquer* ». Cette vision française prend une force beaucoup plus importante dans le cadre d'une Europe qui veut une politique étrangère et de sécurité commune, en supposant que la PESC soit autre chose qu'une addition de faiblesses.

On ne peut non plus nier le rôle de l'Euro en faveur d'une plus grande stabilité des changes et d'un meilleur équilibre du système financier international. Mais combien pourrait être plus important le rôle de l'Europe et de la France pour une réforme de ce système financier international, et pour une meilleure gestion des mouvements de capitaux ! Chacun mesure certainement l'importance actuelle de cette question pour l'Amérique latine. Quand pourra-t-on parvenir à la création d'un code de conduite, un code de la route en quelque sorte, pour une bonne circulation des capitaux ? Voilà un grand dessein, et un thème de grande querelle intéressant pour la France. La France et l'Europe ont à la fois les concepts et la puissance nécessaires pour atteindre des résultats positifs dans ces domaines spécifiquement économiques et financiers.

Pour les autres domaines, l'Amérique latine ne peut qu'encourager l'action de la France sur plusieurs plans : la paix, la sécurité, la stabilité, avec les initiatives prises en Afrique, au Kosovo, au Moyen-Orient. On peut également mentionner sans pouvoir y insister l'apport de la France et de l'Eu-

rope en ce qui concerne l'interdiction des mines antipersonnel, la protection de l'environnement, la création d'une Cour pénale internationale, les premiers pas vers une bioéthique universelle. On notera également avec un intérêt particulier l'évolution de la politique française dans le domaine des armes de destruction massive et son attitude positive à l'égard des traités qui en limitent les risques – mais on y reviendra.

L'ACTION DE LA FRANCE EN AMÉRIQUE LATINE

Elle pourrait bien, par rapport à ce qui précède, relever d'une attitude schizophrénique – non parce qu'elle dit une chose et en fait une autre, bien que cela se produise parfois, mais parce que la France dit une chose et ensuite ne fait rien en Amérique latine.

Le 27 août 1998, le Premier ministre, M. Lionel Jospin, répond aux questions des représentants de la France à l'étranger à l'occasion de la Conférence des ambassadeurs français. L'ambassadeur de France au Brésil l'interroge sur le Sommet Europe – Amérique latine prévu pour juin 1999 : « *Je voudrais savoir comment la France prépare un Sommet sur une politique qui me paraît mal définie, qui manque de cohérence et de volonté, envers une région dont les liens avec l'Europe sont évidents, mais envers laquelle on n'a jamais démontré un intérêt permanent* ». La réponse de M. Jospin ne pourrait être plus sincère : « *Je ne suis pas sûr de pouvoir répondre aujourd'hui d'une manière satisfaisante à votre question (...) il a toujours été difficile à la France d'avoir une politique envers l'Amérique latine ; avec chaque pays oui, mais pas avec l'Amérique latine. Dans les grandes options de notre politique étrangère nous n'avons pas pu situer nos rapport avec l'Amérique latine (...)* ».

Significatif également est le document le plus récent consulté pour la rédaction du présent texte, et qui est le discours du président Chirac lors de la présentation des vœux du corps diplomatique, le 7 janvier 1999. Dans les cinq feuillets qu'il comporte, on ne trouve qu'une mention de l'Amérique centrale, à propos du drame humanitaire dû à l'ouragan *Mitch*, ainsi qu'une ligne sur le sort du général Pinochet. Rien donc sur l'Amérique latine : mais il ne s'agit pas d'un oubli du président Chirac. Si l'on relit les l'ensemble de la presse française, on constate que pour elle l'Amérique latine n'existe pas.

La France a certes joué un rôle diplomatique très positif dans le retour de la démocratie en Amérique latine et de la paix en Amérique centrale. Mais la politique française, comme celle des pays européens en général, demeure souvent subordonnée aux intérêts économiques, aux échanges commerciaux et aux investissements nationaux. On note bien sûr la présence culturelle française, les échanges scientifiques, la littérature, la musique. En

définitive, l'Amérique latine, on l'aime bien, mais cette région n'est pas une priorité, ou alors après beaucoup d'autres.

Sur le plan des échanges commerciaux, les relations avec l'Amérique latine ne représentent qu'une faible proportion de celles de l'Union européenne, de l'ordre du vingtième. Pour celle-ci, elles représentent de l'ordre du cinquième de ses exportations et de ses importations. Il existe toutefois une volonté de rapprochement entre l'Europe et l'Amérique latine. Dès le début des années quatre vingt dix, l'Europe alors des douze a établi une structure permanente de contact avec le Groupe de Rio, qui réunit 80 % de la population du sous-continent. Ces contacts développent la coopération en matière de transfert d'expertise pour les techniques d'intégration, de formation des cadres, de coopération scientifique et technologique. Plusieurs pays d'Amérique latine bénéficient des Accords de Lomé. Il serait sans doute intéressant de prévoir un élargissement de leur participation, notamment en faveur de l'Amérique centrale, lorsque la Convention de Lomé V viendra en application.

Même si elle tend à diminuer, l'aide de l'Europe est supérieure à celle des États-Unis et du Japon réunis. C'est un élément positif, mais les montants restent faibles. S'agissant de la recherche de nouvelles idées, de nouveaux modèles qui puissent aider à résoudre les problèmes fondamentaux de l'Amérique latine, comme celui de la dette, du modèle de développement, le bilan est également mince : la France apporte un appui important au *consensus* de Washington. Mais c'est là un autre nom de la pensée unique, c'est à dire de la libéralisation des échanges, de la dérégulation, des privatisations, dont bénéficient les entreprises allemandes, espagnoles, françaises, etc. On ne reste ainsi que sur le terrain des vœux pieux lorsqu'il s'agit d'imaginer d'autres modèles de développement.

Quelques observations additionnelles qui témoignent de la persistance de malentendus. Les essais nucléaires français d'abord ont causé un tort considérable à l'image de la France dans toute l'Amérique latine, mais surtout sur la côte Pacifique, Chili, Équateur, Pérou. La question des bananes ensuite empoisonne les rapports entre pays producteurs latino-américains et l'Union européenne, et particulièrement la France. Enfin, on avait évoqué la création d'une zone de libre échange entre l'Europe et le Mercosur, avec la signature d'un accord-cadre interrégional. Mais un tel accord a été jugé extrêmement dangereux par le ministre français de l'Agriculture pour l'agriculture communautaire et la politique agricole commune.

En 1994-1995, on pouvait avoir le sentiment d'une sorte de concurrence entre l'Europe et les États-Unis au sujet de l'Amérique latine. Lors du Sommet de Miami, le Président Clinton avait suggéré une extension de l'ALENA à l'ensemble du continent américain. On avait évoqué une « *Free Trade Area of the Americas* », avec l'an 2005 comme horizon. Tout cela a été interrompu, y compris un accord plus limité avec le Chili, qui aurait été une deuxième

étape après le Mexique. C'est là un produit négatif de la crise financière mexicaine et du changement de majorité intervenu au Congrès américain.

Une observation enfin sur la langue, et par conséquent la communication, l'information, et plus largement les échanges culturels. L'usage international du français est pour les latino-américains de plus en plus rare; ils parlent anglais ou espagnol. Quant à son enseignement, le français est aussi peu enseigné en Amérique latine que l'espagnol en Europe. Dans quelques années, il sera très difficile de parler autre chose que l'anglais entre français, italiens, latino-américains.

Pour ce qui est des technologies de la communication, il est clair que l'Europe est le seul concurrent, voire adversaire, que les États-Unis puissent rencontrer dans leur entreprise de mainmise générale sur l'information et les technologies associées. C'est la seule région où l'on puisse trouver un potentiel scientifique et technique suffisant pour empêcher ce qui sera probablement la grande bataille du prochain siècle, celle de la maîtrise de l'information. S'il existait une politique française et européenne visant à équilibrer les choses, l'Amérique latine pourrait envisager l'avenir à cet égard avec beaucoup plus d'optimisme.

En conclusion, cette citation de l'écrivain Mexicain Carlos Fuentes. Il parle de l'Europe, mais son propos s'applique exactement à la France : *« L'Europe doit regarder vers l'Amérique latine ainsi que vers le continent anglo-américain, et nous-mêmes vers vous, pour vous, pour refléter notre véritable humanité dans le miroir de la polyculture multi-ethnique du métissage et des conflits urbains. Peut-être si nous reconnaissons la communauté de nos problèmes en même temps que la différence de nos histoires, ainsi que le caractère spécifique de nos cultures, nous retrouverons ainsi, malgré les divers degrés de développement économique et peut-être même grâce à ces différences, la volonté de coopérer pour un monde dans lequel la sécurité sera définie non seulement en termes militaires mais aussi et surtout en termes économiques, sociaux et culturels ».*